



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes-hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

12/10/2023

Salaires, services publics, retraites : l'attaque est globale, la riposte doit être générale !

« *Vivre dans le rouge* », c'est la situation de plus de 47% de Français qui sont à découvert plus d'une fois dans l'année¹. « *Faire attention à l'euro prêt et basculer dans le découvert bancaire* », c'est ce que vit 1 français 5, tous les mois. Les causes : l'inflation, la hausse des prix, les salaires et pension en baisse depuis deux ans. C'est pas l'augmentation, de quelques dixièmes de points de pourcentage des salaires nets en 2023 qui permettra de rattraper les baisses des années précédentes.

En 2024, la situation continuera à s'aggraver.

* 14% des chefs d'entreprises déclarent qu'ils n'augmenteront pas d'un centime les salaires, « *les entreprises, vont millimétriser au maximum les coûts, les salaires font partie intégrante des coûts de l'entreprise.* »². On ne peut exprimer de façon plus claire que leur seul but est de maintenir le prix de la force de travail le plus bas possible pour engranger un maximum de profits. La question des salaires est bien un enjeu majeur de la lutte des classes.

* Macron et son gouvernement veulent imposer à marche forcée un maximum de réformes délétères.

- L'Assemblée Nationale a adopté la réforme de *Pôle emploi*, renommé *France travail* -avec une extension des missions sans moyens supplémentaires va aggraver encore la situation-, ainsi que la du RSA. La réforme qui « *offre* » aux entreprises un minimum 15h de travail gratuit par semaine (il n'y a pas de plafond de durée) et crée un sous-salariat payé bien en dessous du Smic, l'allocation du RSA est de 607 € et contribue à institutionnaliser des formes de travail peu ou pas rémunéré et une réserve potentielle de travailleurs à exploiter.

- Depuis mardi, les députés examinent en commission des finances, le budget de la loi de finance 2024. B. Le Maire après avoir engagé un plan d'économie de 16 milliards d'euro en demande encore plus. Le 9 octobre, à l'antenne de Sud Radio, il demande aux parlementaires « *1 milliard d'euros d'économies supplémentaires* ».

C'est un budget frappé du sceau de l'austérité, l'essentiel des économies proviendra de la suppression du « *bouclier énergétique* » soit 10 milliards d'euros. Ce qui revient à faire payer les économies par les travailleurs qui continueront à subir l'inflation alimentaire et énergétique, sans que leurs salaires n'augmentent. Baisser le prix de la force de travail, multiplier les cadeaux aux patrons des entreprises capitalistes à travers des aides directes, des exonérations sociales et fiscales, le montant des aides publiques s'élève à 200 milliards d'euros par an, soit un tiers du budget de l'État, c'est la politique dictée par le capital, que Macron applique consciencieusement. Son ministre délégué aux Comptes publics, T. Cazenave, a indiqué « *que pour le projet de loi de finances pour le budget de l'État et le projet de loi de financement de la Sécurité sociale [il aura recours] probablement à une dizaine de 49.3* ».

Face aux attaques du gouvernement et des capitalistes il faut passer à l'offensive pour arriver à inverser le rapport des forces.

¹. Enquête de Poll & Roll, pour le comparateur de tarifs bancaires Panorabanques, 10/10/2023

². *Guide des salaires 2024* du cabinet de recrutement Robert Half.

La mobilisation contre la réforme des retraites, qui a montré le degré de conscience et de mobilisation de millions de travailleurs, la colère est toujours forte dans tout le pays.

La journée d'action le 13 octobre est un point d'appui pour développer un rapport de force nécessaire pour imposer l'augmentation des salaires, des pensions, le retour à l'indexation des salaires sur l'inflation, pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ce n'est pas par le *dialogue social* qu'on inversera le rapport des forces pas plus que par des votes au parlement. Ce n'est que par des luttes puissantes, longues qu'on arrive à contraindre les capitalistes à lâcher sur les revendications des salariés. Continuer à lutter, développer partout la lutte de classe de plus en plus fort contre l'exploitation capitaliste, contre la politique de régression sociale du pouvoir. S'engager dans la lutte contre cette politique est le seul chemin.

Seule la convergence des luttes à partir des entreprises pourra faire reculer Macron et imposer nos revendications. Seule la lutte sociale et politique, tous ensemble, de plus en plus fort, de tous celles et ceux qui subissent la politique du capital, contraindra Macron à stopper et imposera des avancées revendicatives.

La lutte contre le capitalisme et le combat de classe est la seule perspective réelle de changement : celle du renversement du capitalisme et le changement de société. Rejoignez ce combat.